



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Grand Est
Unité départementale de la Marne
Direction départementale des territoires**

AP N° 2023-MD-06-IC

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
ET DE PRESCRIPTIONS DE MESURES CONSERVATOIRES**

**pris à l'encontre de la société METHABAZ dont le siège social est situé
au 5 rue du Ragonet 51 110 Warmeriville
exploitant une installation de méthanisation
au lieu-dit Le Cri 51110 Bourgogne-Fresne**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment le livre V, parties législatives et réglementaires, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par arrêté du 17 juin 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2018-E-133-IC du 19 novembre 2018 délivré à la société METHABAZ pour l'exploitation de méthanisation sur le territoire de la commune de Bourgogne-Fresne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-148-IC du 13 septembre 2022 délivré à la société METHABAZ pour l'exploitation de méthanisation sur le territoire de la commune de Bourgogne-Fresne ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 14 novembre 2022, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 2 décembre 2022 ;

Considérant que les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2018-E-133-IC du 19 novembre 2018 relatives à la conformité de l'installation aux plans et aux données techniques ne sont pas respectées ;

Considérant que les dispositions de l'article 18-II de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatives à l'accessibilité en cas de sinistre ne sont pas respectées ;

Considérant que les dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010, relatives aux moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas respectées ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement, en application de l'article L. 171-8 de ce même code, l'exploitant peut être mis en demeure de satisfaire à son obligation dans un délai déterminé ;

Considérant que l'installation n'est pas actuellement en service industriel mais en phase de test et de réglage ;

Considérant que les non-conformités relatives à la défense incendie nécessitent d'interdire la mise en service industrielle de l'installation de méthanisation ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne:

ARRÊTE

Article 1 :

La société METHABAZ, exploitant une installation de méthanisation sur la commune de Bourgogne-Fresne, est mise en demeure, pour les activités exercées, et, couvertes par l'arrêté d'enregistrement n°2018-E-133-IC du 19 novembre 2018 et par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 août 2010, de respecter les dispositions des articles du présent arrêté.

Article 2 :

Sous un délai de trois mois, la société METHABAZ doit mettre en conformité son installation de méthanisation afin de :

- correspondre aux plans et données techniques du porté à connaissance du 05 juin 2020, conformément aux prescriptions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 ;
- respecter les prescriptions de l'article 18-II relatif à l'accessibilité en cas de sinistre, de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781 ;
- respecter les prescriptions de l'article 23 relatif à la lutte contre l'incendie, de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 :

Il est interdit à la société METHABAZ de réaliser la mise en service industrielle de son installation de méthanisation, jusqu'au respect des prescriptions de l'article 2 du présent arrêté.

Dans l'attente, la société METHABAZ est autorisée à continuer la phase de réglage de son installation. Toute production de biogaz, même minime, sera envoyée dans le réseau GRDF.

Article 4 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr). Conformément à l'article R.311-6 du Code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Bourgogne-Fresne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société METHABAZ, 5 rue du Ragonet, 51110 WARMERIVILLE.

Châlons-en-Champagne, le - 1 FEV. 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Emile SOUMBO

